

Lettre de France : histoire de burkini

- Actualité politique internationale - Europe -

Publication date: lundi 29 août 2016

Description:

Les difficultés économiques actuelles, les échéances électorales aidant, les communautés musulmanes concentrent tous les regards. [...]

Il ne s'agit plus du tout de discuter d'un projet économique et politique où les démunis, les relégués, les sans-abris, les sans-emplois, les édentés, les noirs, les Maghrébins et les immigrés auront leur mot à dire et leurs droits à défendre. Il ne s'agit plus de cibler les capitaux faramineux accumulés par les uns sur le dos des autres, ni des capitaux qui circulent et s'entassent planqués dans des lieux protégés.

Djamila T

29.08.16

Cette affaire en rappelle une autre : celle du foulard islamique.

Il y a trente ans, deux fillettes, d'origine marocaine avaient « décidé » de porter le foulard et de ne point le quitter à l'école. Le débat politique s'en était suivi : pour et contre. Les défenseurs des fillettes invoquaient le droit pour elles d'être scolarisées ; le foulard étant supposé leur avoir été imposé par leurs familles.

Des conseils de ministres, rien que ça (!), en faisaient le point nodal de leurs réunions et avaient dû en débattre comme s'il s'était agi d'une question de haut danger pour la France.

On mit la question de la laïcité sur la sellette, à titre d'argument, et cet argument de taille avait facilité et amplifié le débat.

Entre la laïcité que l'on disait en danger et le droit d'être scolarisées de deux fillettes, le conseil d'Etat répondant à des critères hautement politiques avait tranché en faveur du foulard.

Le conseil d'Etat, avait autorisé les fillettes à porter le foulard dans l'enceinte de l'école, alors même que le foulard constitue un signe religieux visible et ostentatoire.

Les médias en prirent le relais d'une façon insidieuse et la suite on la connaît. Le foulard est devenu chose normale, ensuite la burka, ensuite les femmes musulmanes reléguées dans leurs cités, dans leurs cuisines, furent retranchées de la vie sociale, car plus aucun emploi ne leur est permis.

L'université est restée ouverte au petit nombre qui peut y accéder, mais sans finalité puisque le monde du travail et les postes universitaires leur sont fermés.

Malheureusement, le manque de conscience politique et le recul idéologique bien orchestrés, n'ont pas aidé à ne pas tomber dans le piège.

Le feuilleton continue. La crise économique doit trouver des boucs émissaires qui seront stigmatisés et rendus responsables de tous les maux du capitalisme, comme naguère furent les juifs.

Les difficultés économiques actuelles, les échéances électorales aidant, les communautés musulmanes concentrent tous les regards.

L'on a donc le cas des terroristes qui agissent avec une facilité déconcertante et dont aucun ne survit ce qui ne permet pas de dévoiler les tenants et aboutissants de leurs agissements, où les puissantes nations se présentent comme victimes d'un terrorisme incontrôlable et où femmes musulmanes sont soumises à de puissantes pressions religieuse, sociale et politique. Tout ce concentré permet de biaiser le débat et de le réduire à un conflit entre « conservateurs » contre « démocrates ». Il ne s'agit plus du tout de discuter d'un projet économique et politique où les démunis, les relégués, les sans-abris, les sans-emplois, les édentés, les noirs, les Maghrébins et les immigrés auront leur mot à dire et leurs droits à défendre. Il ne s'agit plus de cibler les capitaux faramineux accumulés par les uns sur le dos des autres, ni des capitaux qui circulent et s'entassent planqués dans des lieux protégés.

On rappellera alors qu'il y a des paradis fiscaux et des panamas papers contre lesquels on ne peut rien. Tous ces pillages et destructions des nations et des petits peuples, sont oblitérés et le discours est centré sur le burkini.

Le droit aux musulmanes de se balader sur les plages avec le burkini étant accordé par le conseil d'Etat en France, sollicité de nouveau, le débat s'envenime de plus belle. Les échéances électorales dans le monde occidental (France, USA, Allemagne, ex pays socialistes d'Europe etc.) se focalisent sur cet « événement ».

Car en effet, c'est ici qu'échoue la lutte des classes.

Le jour où les peuples comprendront que tous ces faits n'ont constitué que des moyens de diversion et des moyens pour prolonger la durée du pouvoir du Capital, n'est pas si loin.

Djamila T
29.08.16